

ACTION URGENTE

BAHREÏN. DES PRISONNIERS LIBÉRÉS À L'ISSUE DE LEUR PEINE

Le 5 mars 2020, la prisonnière d'opinion Hajer Mansoor Hassan a été libérée du Centre de détention pour femmes de Madinat Isa, à Bahreïn, après avoir purgé l'intégralité de sa peine de trois ans d'emprisonnement prononcée à l'issue d'un procès manifestement inique. Son neveu Mahmood Marzooq Mansoor, également condamné à une peine de prison dans la même affaire, a été libéré le 11 mars 2020.

AUCUNE ACTION COMPLÉMENTAIRE N'EST REQUISE. UN GRAND MERCI À TOUTES LES PERSONNES QUI ONT ENVOYÉ DES APPELS.

Le 5 mars 2020, la prisonnière d'opinion **Hajer** (ou Hajar) **Mansoor Hassan** a été libérée du Centre de détention pour femmes de Madinat Isa, à Bahreïn, après avoir purgé l'intégralité de sa peine de trois ans d'emprisonnement prononcée à l'issue d'un procès manifestement inique. À la suite de sa libération, elle a déclaré à Amnesty International : « Je remercie l'ensemble des défenseurs des droits humains, tant au niveau local qu'international, pour leur travail durant mon emprisonnement illégal. L'action d'Amnesty International a été cruciale pour que j'obtienne des soins médicaux essentiels et je suis certaine que sa pression a influencé l'administration pénitentiaire. Il faut absolument que son travail important continue afin que les droits des personnes détenues soient protégés, notamment au cours de la pandémie actuelle qui représente un risque particulier pour celles-ci. Avec le soutien d'organisations internationales comme Amnesty, je suis sûre que nous obtiendrons la libération d'autres prisonniers et prisonnières politiques, dont mon propre fils Sayed Nizar Alwadaei. »

Hajer Mansoor Hassan est la belle-mère de Sayed Ahmed Alwadaei, responsable du travail de plaidoyer à l'Institut de Bahreïn pour les droits et la démocratie. Ce dernier s'est établi au Royaume-Uni en 2012. Depuis lors, les autorités bahreïnitiques le persécutent, ainsi que sa famille.

Le 5 mars 2017, Hajer Mansoor a été appréhendée trois jours après l'arrestation de son fils Sayed Nizar (ou Nazar) Alwadaei et d'un de ses cousins, Mahmood Marzooq Mansoor. Le 30 octobre 2017, ils ont tous trois été déclarés coupables d'avoir « posé de fausses bombes » le 28 janvier 2017 au sud-ouest de Manama, capitale de Bahreïn, et condamnés à trois ans de prison à l'issue d'un procès manifestement inique, sur la base d'« aveux » qui, selon eux, leur ont été arrachés sous la torture. Leurs peines ont été confirmées en appel le 20 décembre 2017 et par la Cour de cassation le 25 février 2019. Sayed Nizar Alwadaei purge 11 ans d'emprisonnement au total dans le cadre de deux affaires distinctes sur la base des mêmes accusations.

Le 7 janvier 2019, le [Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire](#) a publié un avis dans lequel il estimait que l'emprisonnement de Hajer Mansoor, de Sayed Nizar Alwadaei et de Mahmood Marzooq Mansoor avait un caractère arbitraire. Il a également noté qu'ils avaient été « privés de liberté, interrogés et poursuivis en raison de leurs liens familiaux avec Sayed Ahmed Alwadaei ».

Amnesty International continuera de suivre la situation de Sayed Nizar Alwadaei et réagira comme il convient en cas d'évolution.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Hajer Mansoor Hassan (elle)

CECI EST LA TROISIÈME ET DERNIÈRE MISE À JOUR DE L'AU 23/19

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde11/9969/2019/fr/>

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

